

BRITISH LIBRARY
23 NOV 1936
OF POLITICAL AND
ECONOMIC SCIENCE

PAX INTERNATIONAL

La Ligue Internationale propose d'unir les femmes de tous les pays qui s'opposent à toutes les guerres, à toute exploitation de l'homme et à toutes les formes d'oppression. — Travailler pour le désarmement universel et pour que les conflits soient résolus dans un sentiment de solidarité humaine, par la conciliation et l'arbitrage, par la coopération et par la réalisation d'un état social politique et économique basé sur la justice, sans distinction de sexe, de race, de classe ou de foi. — Le travail de toutes les sections nationales est basé sur les déclarations et résolutions des Congrès internationaux de la Ligue.

Journal mensuel
de la Ligue Internationale de Femmes
pour la Paix et la Liberté



Secrétariat International :
12, rue du Vieux-Colège - Genève
Présidente honoraire : Jane Addams

Sommaire

- La Ligue et la situation en Mandchourie.*
Nouvelles des sections.
Congrès de Grenoble.
Dernières nouvelles.
Appel aux femmes de l'Amérique latine.
Parmi les jeunes.
Page hors texte :
Conférence sur la guerre scientifique.
Rapport de la Commission contre l'opium de la L. I. F.
Discours prononcé par Mme Madeleine Manuel.
Diverses opinions sur la question du désarmement.
Message de Romain Rolland.

La Ligue et la situation en Mandchourie

Toutes nos sections ont dû comprendre la gravité des événements actuels, mais nous n'avons pas, malheureusement, de nouvelles de l'action qu'elles ont pu entreprendre. La **Section allemande** a envoyé au Ministère des affaires étrangères du Reich et aux membres de la délégation allemande au Conseil de la Société des Nations qui est réuni à Paris la lettre suivante :

« Nous apprenons par notre secrétariat international de Genève qu'il court, à Genève, des bruits très alarmants au sujet de la situation critique créée par le conflit sino-japonais et que ces bruits font une fois de plus mettre en doute la convocation de la Conférence du désarmement.

« Nous essayons de trouver la source de ces bruits, mais leur existence seule prouve aux peuples que les cercles pour lesquels la guerre en Extrême-Orient serait avantageuse font leur possible pour mettre le feu aux poudres. On doit tout faire pour arriver le plus rapidement possible à une solution du conflit sino-japonais et aussi pour anéantir toutes les formes d'intrigues.

« Nous vous demandons avec insistance, Monsieur le ministre, de donner des instructions à la délégation allemande au meeting de Paris pour influencer les négociations autant que possible dans ce sens. La continuation de l'état de guerre entre le Japon et la Chine est une violation flagrante du Pacte Kellogg et on doit y mettre fin par le boycott économique des puissances signataires contre l'Etat qui a violé la paix. Sinon, le Pacte Kellogg deviendrait une farce et nul ne peut prévoir les conséquences matérielles et morales qui en résulteraient dans l'état politique de l'Europe actuelle et l'état économique du monde.

« Nous considérons qu'il est du devoir politique et moral du gouvernement allemand de prendre des mesures vigoureuses contre le commerce d'armes et de munitions en Extrême-Orient. Les bruits persistants concernant ce commerce ne peuvent être basés seulement sur l'imagination et des mensonges, et il est de l'intérêt de notre politique intérieure et étrangère de montrer par des mesures énergiques que ces rumeurs sont sans fondement en ce qui concerne l'Allemagne. »

Quant à la **Section anglaise**, elle a voté la résolution suivante :

« Le Comité exécutif de la L. I. F. pense que, tant qu'il sera possible à une nation d'imposer à une autre nation le règlement d'un conflit par le moyen d'une pression militaire, il ne sera pas possible d'obtenir le désarmement mondial qui conduira à la paix mondiale.

« En conséquence, toute l'attention du Comité exécutif se porte sur la situation actuelle en Mandchourie et il demande au gouvernement anglais d'insister auprès du Conseil de la S. D. N. pour qu'il défende fermement et constamment les principes du Covenant et du Pacte Briand-Kellogg qui impliquent l'obligation pour les signataires d'arrêter les mesures d'agression et l'emploi de la force dans le règlement des conflits.

« Etant donné que l'U. R. S. S. est en relations économiques très étroites avec la Chine et le Japon, le Comité exécutif est d'avis que le Conseil de la S. D. N. devrait inviter l'U. R. S. S. à collaborer avec la S. D. N. dans ses efforts en faveur de la paix en Extrême-Orient.

« Le Comité exécutif prend note avec satisfaction du fait que le Gouvernement national chinois a, par l'intermédiaire de son représentant à Genève, accepté avec loyauté les principes qu'implique la signature du Covenant et du Pacte Briand-Kellogg.

« Le Comité exécutif déplore l'attitude du gouvernement japonais en ce qui concerne le refus du retrait de ses troupes jusqu'à la limite de la zone des chemins de fer, ainsi que son représentant l'avait accepté le 30 septembre, et prie instamment le peuple japonais de demander avec insistance le règlement pacifique du conflit avec la Chine dans des conditions honorables pour les deux pays. »

Cette résolution sera présentée par Miss Pye au meeting du 20 novembre à Paris. A ce même meeting, je donnerai lecture de la lettre de la Section allemande au gouvernement.

Action à Paris

Le Conseil de la S. D. N. s'étant réuni à Paris pour la discussion de la situation en Mandchourie, on a pensé que nous devions travailler particulièrement dans la ville qui se trouvait être momentanément le centre de l'action internationale.

Revenant d'une tournée de conférences en Hollande, en Belgique et dans le Nord de la France, j'ai jeté les bases d'une action immédiate, en collaboration avec M^{me} Duchêne. Au moment de partir pour l'Allemagne, M^{me} Duchêne m'a autorisée à travailler au nom de la Section française, ce que j'ai fait en collaboration avec Andrée Jouve et quelques membres de la Section.

Ayant lancé un appel téléphonique aux représentants d'un certain nombre d'organisations et, de plus, ayant invité, au cours de deux conférences, les vrais pacifistes à un travail immédiat, j'ai pu, en moins de quarante-huit heures, organiser une petite réunion de délégués des sociétés avec lesquelles nous travaillons habituellement. Au cours de cette réunion, nous avons décidé d'envoyer ensemble une adresse à M. Briand, adresse que j'ai rédigée en tenant compte des suggestions de nos collaborateurs. Andrée Jouve, le pasteur Roser, Monsieur Monnier et M^{me} Barlow, représentant la Section française de la Ligue, le Mouvement international de la Réconciliation, les Anciens Combattants pacifistes et la Société des Amis, ont contribué à la rédaction de l'adresse. M. Monnier et moi nous nous sommes occupés ensuite de faire connaître nos intentions dans l'entourage de M. Briand. Enfin, nous avons pu réussir à remettre l'adresse, non pas à M. Briand, si occupé par le Conseil de la S. D. N. et les séances parlementaires, mais à un de ses collaborateurs, M. Hédin.

M. Hédin nous a remerciés de soutenir l'action de M. Briand pour la paix et a présenté lui-même notre adresse au président.

A Son Excellence M. Aristide Briand,
Président du Conseil de la S. D. N.,
Quai d'Orsay, Paris.

« Monsieur le président,

Les sociétés qui nous ont délégués auprès de vous désirent vous exprimer l'opinion d'un certain nombre de pacifistes actifs sur la question de la Mandchourie.

Nous vous rappelons, Monsieur le président, que vous avez dit un jour : « Tant que je serai là il n'y aura pas de guerre » et nous voulons vous demander de toutes

nos forces de faire que la guerre cesse en Mandchourie et que la liberté du peuple chinois soit garantie.

Etant persuadés qu'aucune nation n'a le droit de régler par la force un conflit, ni de protéger ses intérêts par une intervention armée, nous nous élevons contre les actes de violence accomplis et contre la préparation qui les a précédés.

Nous déplorons que le Japon ait, depuis le début de l'affaire de Mandchourie, refusé le contrôle international que la Chine demandait à la Société des Nations. Nous pensons aussi que le Japon ayant refusé de retirer ses troupes selon les décisions prises à Genève le 30 septembre 1931, il serait juste et nécessaire de lui montrer clairement la gravité de son attitude et de l'amener au respect des engagements internationaux.

Nous ne pouvons pas admettre qu'un coup de force puisse avoir comme résultat une nouvelle main-mise du Japon ou d'autres puissances sur la Chine. Nous voulons voir le peuple chinois respecté dans son territoire, comme dans sa vie politique et sociale.

Et puisque la question de Mandchourie a paru au Conseil de la Société des Nations assez grave pour que le Conseil invite les Etats-Unis à assister aux délibérations, il nous semble que l'Union des républiques socialistes soviétiques, si directement intéressée, devrait être consultée.

Nous pensons que les événements actuels devraient être l'occasion du triomphe d'une politique internationale de respect des peuples sur la vieille politique d'impérialismes militaires. Nous désirons non seulement que la guerre cesse en Mandchourie et que la Chine soit respectée, mais que la leçon actuelle montre aux nations la nécessité d'abattre les forces de violence en travaillant ensemble pour le désarmement si nécessaire à tous les peuples.

Nous tenions, Monsieur le président, à vous assurer que nous attendons les décisions conformes à cette politique et que nous soutiendrons les efforts qui tendront à la réaliser.

Veillez recevoir, Monsieur le président, l'assurance de nos sentiments très respectueux.

Paris, le 17 novembre 1931.

Notre Comité d'action, dans sa réunion du samedi 14, décida également de faire une démarche à l'ambassade japonaise ; l'initiative de cette démarche et de la rédaction d'un texte fut confiée à Andrée Jouve, qui présenta le texte suivant :

« Alarmées par les événements de Mandchourie qui sont des faits d'invasion et de guerre en flagrante contradiction avec les engagements du Pacte Briand-

Kellogg, — faits dont les conséquences imprévisibles menacent le monde d'une nouvelle catastrophe générale, les associations dont les noms suivent, interprètes de l'opinion d'une large fraction du peuple français, demandent instamment au gouvernement du Japon de s'en référer à la Société des Nations pour résoudre le conflit avec la Chine, de se conformer à ses décisions et de renoncer à considérer la guerre comme un moyen de résoudre ce conflit en particulier, et les autres conflits éventuels.

« Elles sont persuadées, qu'ému par la responsabilité incombant aux Etats qui déchainent dans le monde la guerre avec ses atrocités et ses innombrables conséquences, le Japon saura, en collaboration avec les autres puissances, faire les sacrifices nécessaires pour rétablir la paix et la maintenir, si difficiles que soient les circonstances actuelles. »

Enfin, notre troisième action a été celle de l'organisation d'un meeting d'information sur la situation en Mandchourie.

En face de la presse de droite et de la grande presse d'information parisienne, glorifiant ou justifiant, au nom du principe de l'ordre, les opérations militaires, il nous a paru nécessaire de mettre encore une fois en garde l'opinion contre la politique de force qui triomphe trop souvent non seulement en Mandchourie, mais sur tous les points du globe.

Tous les délégués des organisations pacifistes actives s'emploient à soutenir la thèse de l'arbitrage, du respect du territoire chinois et du peuple chinois. Chacun dans sa sphère, au cours de réunions et de meetings, use de son influence pour défendre la cause de la paix et du désarmement.

Mais un grand meeting d'information nous a paru nécessaire. En moins de soixante-douze heures nous avons trouvé les orateurs, la salle et fait imprimer et placer des affiches et 20,000 tracts.

La rapidité avec laquelle nous avons pu faire cette action montre clairement que les vrais défenseurs de la paix comprennent la gravité des événements et sont prêts à être, dans un laps de temps minimum, mobilisés contre la guerre et les menaces de guerre.

Texte du tract :

Que se passe-t-il en Mandchourie ?
GRAND MEETING D'INFORMATION
sous la présidence de Francis Jourdain

Orateurs :

Félicien Challaye Camille Drevet
R. Jospin G. Nowina M. Sangnier
Pierre Scize Yaotong Tchen

Salle du Grand-Orient, 16, rue Cadet
Vendredi 20 novembre, à 20 h. 30 précises.

Conférence sur la guerre scientifique et le problème du désarmement

La Conférence d'experts constituera la partie essentielle de la manifestation organisée par la L.I.F.P.L. à l'occasion de la Conférence du désarmement.

Elle aura lieu les jeudi 28 janvier et vendredi 29 janvier à Genève, dans la salle de l'Athénée.

Le programme suivant a été rédigé par la Commission de la guerre scientifique :

1. L'emploi de moyens « physiques » pour la guerre moderne (Comte Arco, Allemagne) ;

2. Où en est la préparation de la guerre bactériologique ? (un bactériologue français) ;

3. Les interdictions de certains moyens de guerre peuvent-elles être considérées comme efficaces ? (Professeur P. Langevin) ;

4. Conclusions à tirer des manœuvres aériennes organisées dans divers pays :

Que peut-on attendre :

a) de la défense active :

tirs de défense, aviation de chasse, contre-attaques ;

b) de la défense passive :

protection collective :

abris, évacuation des villes, brouillards, agents neutralisants, masques ;

protection individuelle :
vêtements protecteurs, appareils à oxygène ;

5. Utilisation des avions civils pour la guerre (un ingénieur suédois) ;

6. Internationalisation de l'aviation civile.

Des pourparlers sont engagés avec des organisations et des savants d'un grand nombre de pays. Les réponses reçues sont très encourageantes. Même lorsque les savants sont retenus par des engagements antérieurs, ils expriment, comme M. Colman par exemple, le grand intérêt qu'ils portent à notre conférence.

Le Dr Hugo Eckener a répondu à Mme Perlen la lettre suivante :

« Moi aussi, je trouve votre plan et vos efforts excellents et je crois que l'influence de ce genre de propagande finira par se faire sentir, en dépit de tous les obstacles.

« J'aurais beaucoup aimé pouvoir accepter votre invitation, mais malheureusement je serai obligé d'y renoncer, devant être à la fin de janvier loin de Genève et d'Europe. Le voyage que je

prévois ne peut être retardé à cause de l'importance qu'il a pour notre action.

« En souhaitant un grand succès à votre conférence, je suis votre très dévoué

Dr Hugo Eckener. »

Dans Pax de janvier, nous donnerons toutes les précisions sur la conférence et les orateurs.

La Commission de la guerre scientifique demande aux Sections d'envoyer au secrétariat de Genève des noms, des adresses d'organisations sociales, techniques, syndicales, pacifistes, etc., que des invitations pourraient intéresser.

Les Sections sont invitées à demander à Genève un certain nombre de programmes afin de les répandre dans chaque pays.

La Conférence de janvier 1932 ne sera pas une répétition de celle de Francfort, mais un complément de celle-ci. On étudiera les questions qui n'ont pas été abordées en 1929 et d'autres qui seront examinées sous un aspect nouveau.

Un grand meeting public sera organisé à l'issue de la conférence, le 29 janvier, à 20 h. 30, dans la Salle communale de Plainpalais.

Rapport de la Commission contre l'opium de la L.I.F.P.L., octobre 1931

Depuis notre dernière réunion à Lyon, la Commission n'a rien entrepris de nouveau dans le domaine pratique. Le mémorandum qui fut, lors de cette réunion, proposé et accepté, a été remis à la Société des Nations par Emily Balch et Madeleine Doty, ainsi que le Pax du mois d'août l'a relaté en détail. Néanmoins, la Commission contre l'opium publie un rapport afin de faire connaître sommairement aux sections intéressées les résultats des délibérations de la Société des Nations (mai-juin 1931) au sujet de la limitation des stupéfiants. Cette fois-ci, non seulement les pays producteurs et manufacturiers, mais aussi ceux qui, sans produire ni fabriquer, sont lésés par l'importation des drogues dangereuses, étaient représentés à Genève. Ce fait constitue un grand progrès.

La codéine a été ajoutée à la liste des préparations soumises au contrôle international.

La proposition anglaise relative au contingentement a été repoussée ; on a accepté la proposition franco-japonaise selon laquelle chaque pays a droit à une

quantité fixe de matière première destinée à produire des drogues pour ses besoins scientifiques et médicaux, la constitution d'un stock et l'exportation. Le stock est limité à la moitié de la quantité exportée au cours des douze mois précédents. Bien que la convention définitive minutieusement la part à laquelle chaque pays a droit, il est évident que tous les pays chercheront à élever cette part le plus possible. C'est là le point vulnérable de la convention. Il ne faudrait pas moins qu'un contrôle international très strict — ce qui n'est même pas envisagé — pour en atténuer les effets.

De plus, la Conférence recommande aux gouvernements des différents pays :

1) De déterminer s'il est ou non opportun d'organiser un monopole d'Etat pour le trafic, et au besoin la fabrication des drogues énumérées dans la convention signée ;

2) Que le Conseil de la Société des Nations demande à la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles d'examiner s'il est possible d'étendre le système de contrôle international, comme l'envisageait la

Convention de Genève, à toutes les préparations contenant une des drogues comprises dans le groupe I, quelle qu'en soit la quantité ;

3) Que, pour aider à l'application des mesures destinées à combattre la toxicomanie et la contrebande, les Gouvernements considèrent, dans tous les accords commerciaux qui se concluront à l'avenir, la possibilité d'exclure les drogues mentionnées par la Convention de Genève et la présente Convention, de l'avantage de la clause de la nation la plus favorisée.

Les Etats manufacturiers suivants ont signé le protocole de la convention : Allemagne, Angleterre, France, Hollande, Japon, Suisse, Etats-Unis. La convention ne peut entrer en vigueur qu'après avoir été ratifiée par quatre des sept Etats signataires. C'est là un fait dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. Si la convention n'est pas applicable au plus tard le 13 juin 1933, le secrétaire général de la Société des Nations devra en informer le Conseil de la S. D. N., qui pourra soit convoquer une nouvelle conférence comprenant tous les membres invités à celle de 1931, et destinée à discuter

pleinement la situation, soit prendre toutes autres mesures qui sembleront indiquées.

En attendant, tout se passe comme auparavant. La fabrication et la contrebande peuvent continuer. Il n'en reste pas moins qu'en comparaison avec les années précédentes, cette année-ci a été féconde, malgré les habituelles jongleries de ceux qui ont en mains le pouvoir et l'argent. Il appartient maintenant à tous ceux qui travaillent, ici ou là, contre les drogues qui minent la santé des populations, de demander à leurs gouvernements respectifs la ratification de la convention, afin que celle-ci puisse être mise en vigueur.

À la surprise générale, le délégué allemand, Dr Kahler, vota contre les trois recommandations. En ce qui concerne les points 1 et 2, il fut le seul à voter contre. Les délégués du Danemark, de la Hollande, de la Suède et du Siam votèrent comme lui contre le point 3.

La Commission contre l'opium de la Section allemande de la L. I. F. a demandé au Dr Kahler la raison de son vote négatif. Il lui a été répondu que les réglementations envisagées n'étant pas applicables en Allemagne et ne devant pas être acceptées par le gouvernement

Discours prononcé par Madame Madeleine Manuel

à la Séance de la Paix du deuxième Congrès international féminin

Oui, le monde entier est bouleversé par une grande inquiétude et une grande attente. Dans le siècle de la téléphonie sans fil et de l'avion, toutes les nations sont solidaires, qu'elles le veuillent ou non. Un problème, par conséquent, domine tous les autres : c'est le problème de la paix. Toutes les questions économiques, les questions sociales, les questions morales et intellectuelles en dépendent. Sans la paix, c'est le grand abîme où s'engloutira toute notre civilisation... Le problème européen n'est plus une question continentale, mais bien une question mondiale.

Malheureusement, la science de la paix est encore plus difficile à acquérir que la science de la guerre, l'histoire remplie de luttes sanglantes nous en donne la preuve. Et nous n'avons même pas, comme excuse, la logique des Assyriens et des Astèques qui, eux, avaient un dieu de la guerre à contenter. Nous n'avons, nous, qu'un Dieu, celui de la paix par excellence.

Il y a près de 2000 ans, le Christ ordonnait de remettre au fourreau une épée « défensive »...

allemand, il lui avait paru inopportun de les recommander à d'autres Etats.

La Commission contre l'opium de la Section allemande a répliqué en exprimant son regret d'une semblable attitude, et sa conviction que certaines lois qui régissent les relations internationales ne sauraient être violées sans que l'autorité et l'honneur de la nation qui les méconnaît s'en ressentent; le refus de discuter une question dont les autres nations désirent la discussion est une faute. Dans la suite de sa réplique, la Commission contre l'opium de la Section allemande s'exprime ainsi : « Une discussion n'engage à rien. Personne ne possède une omniscience telle que nul ne puisse lui révéler un point de vue nouveau dans une discussion à laquelle participeront des représentants de 55 Etats. Il nous semble qu'on ne devrait prendre de décision pour ou contre une idée qu'après discussion. L'intérêt d'une coopération internationale objective l'exige ainsi. En toutes circonstances, il nous semble dangereux pour le prestige international d'un pays que son représentant tente d'empêcher la discussion d'une question parce qu'il a à ce sujet des idées arrêtées. »

Le Comité de l'opium de la Section britannique a voté la recommandation

C'est un fait établi, les exhortations, même les plus sacrées, sont demeurées vaines ! et cela parce que les peuples n'ont jamais su pourquoi ils se battaient. Il est très difficile de déterminer les responsabilités qui amènent les guerres, mais cinq causes sont trop souvent en jeu :

Financiers et politiciens qui préparent la guerre et qui ne se battent généralement que par procuration ;

Intellectuels qui exaltent l'héroïsme guerrier ;

Presse chauvine qui propage les mensonges ;

Ignorants ou faibles qui subissent la guerre comme une fatalité ;

Education chauvine que les mères ou les maîtres donnent aux enfants.

C'est en éclairant l'opinion publique, en la travaillant, en la dirigeant, en ne lui cachant rien des agissements criminels des partisans de la guerre que nous obtenons des résultats en faveur de la paix. Si les peuples savaient les raisons des guerres, ils refuseraient de se battre. Eh bien ! nous leur apprendrons qu'une infime minorité, intéressée à la guerre, imposa toujours ses volontés arbitraires à l'immense troupeau amorphe qui se laissait conduire aux boucheries. Cette minorité, représentée jadis par les rois,

suivante au sujet du rapport de la Commission sur l'opium en Extrême-Orient, qui a été accepté par l'Exécutif :

« Le Comité de l'opium de la L. I. F. exprime sa satisfaction de constater que la Commission d'enquête sur le contrôle de l'opiumisme en Extrême-Orient affirme que « l'opium ne devrait pas être considéré comme un produit de commerce licite et que la demande existante en devrait être regardée comme illicite, sauf en ce qui concerne les usages scientifiques et médicaux » ; affirme à nouveau sa conviction que la vente gouvernementale d'opium à fumer est incompatible avec les dispositions de l'article 6 de la Convention de Genève et qu'en ne faisant pas honneur à nos obligations internationales dans nos colonies et dépendances, nous nuisons à notre réputation et faisons obstacle à l'établissement de bonnes relations entre la Chine et la Grande-Bretagne ; demande instamment que les recommandations de la Commission, — à savoir : a) enregistrement, licence et rationnement des fumeurs d'opium en vue de supprimer éventuellement l'opiumisme, b) exclusion du budget ordinaire de l'Etat du revenu des ventes d'opium, — soient immédiatement adoptées dans toutes les colonies britanniques et l'Extrême-Orient. »

comprend aujourd'hui quelques grands féodaux de la finance qui n'hésiteraient pas, au nom de leurs intérêts personnels, à déclencher sur le monde un nouveau cataclysme. « On croit mourir pour la patrie, dit Anatole France, et on meurt pour les industriels. » Or, il est temps que devant les cyniques profiteurs de la mort se dresse l'opinion publique, enfin éclairée... Que ce soit le réveil de la conscience humaine ! La parole est aux peuples, si leurs gouvernements ne leur assurent pas la paix, c'est qu'ils ont les dirigeants qu'ils méritent... A eux d'en mériter d'autres. Il faut que les peuples se persuadent qu'ils sont aujourd'hui responsables des actes de leurs dirigeants et que la mentalité des peuples dépend de la mentalité des individus qui les constituent. A chaque individu de se perfectionner et de vouloir résolument la paix. Il est incontestable qu'un grand mouvement se dessine en ce sens... Mais il ne faut pas compter exclusivement sur les gestes généreux, certes, mais trop platoniques, car, jusqu'ici, les conversations internationales n'ont été rassurantes qu'en temps de paix ; on a pu constater leur faillite en 1914. Aujourd'hui, après douze ans de conférences et de congrès, aucun progrès n'a été réellement accompli dans la voie du désarmement. Les

gouvernements songent davantage à fonder la sécurité sur les armes qu'à établir la confiance entre les peuples.

Quand on parle de désarmement, chacun pense trop à celui du voisin et pas assez au sien. Aussi, malgré les engagements solennellement contractés, il y a plus d'hommes sous les armes aujourd'hui qu'en 1913 et jamais les budgets de guerre n'ont été si formidables : dans certains pays, 75% à 80% des impôts sont employés à payer les dégâts de la guerre passée et à préparer la guerre future. Que reste-t-il pour l'agriculture, la science, l'instruction publique, les arts, l'assistance sociale ? Et puis il y a des paradoxes déconcertants : la guerre a été proclamée « hors la loi », c'est-à-dire considérée comme un crime entre les crimes. Pourquoi, alors, poursuivre avec tant de rigueur les antimilitaristes ? Pourquoi chanter les exploits des grands chefs de guerre, comme Homère chantait ceux d'Achille ? Pourquoi donner des noms de batailles aux rues tranquilles de nos cités ? Pourquoi perpétuer jusqu'au souvenir de la guerre, par des trophées, des statues, des colonnes, des monuments commémoratifs ? Les morts seront oubliés un jour, mais leurs monuments en bronze ou en granit demeureront, hélas ! éternellement comme un hommage à la gloire militaire... Un seul monument commémorerait dignement toutes les victimes de la guerre. Une pierre tombale, où une mère de chaque nation belligérante serait agenouillée pleurant son fils, comme on pleure son enfant mort dans tous les coins du vaste monde...

Pendant que le monde est ravagé par le chômage, la misère et l'insécurité sociale, on dépense par jour 40 millions de marks-or pour les armements. Et pourtant, tous les membres de la S. D. N. se sont engagés légalement et moralement à désarmer... Aujourd'hui, nous réclamons l'accomplissement de ces promesses. La sécurité des peuples n'est plus une affaire nationale, mais une affaire internationale !...

Nous avons l'Internationale des rois : chaque dynastie représente pas mal de nationalités réunies ; l'Internationale des aristocrates, qui s'est clairement définie à la Révolution française ; l'Internationale de la pensée, de l'art et de la science ; l'Internationale de la finance ; l'Internationale religieuse ; l'Internationale ouvrière, dernière née, qui pose au monde son troublant point d'interrogation ; l'Internationale de notre vie quotidienne vêtements, nourriture, autos, maisons, tout ce qui fait la joie de nos yeux et la nécessité de notre vie est d'un cosmopolitisme absolu. Enfin l'Internationale des fabricants d'armes, divulguée par la

brochure de M. Otto Lehmann-Rusbuldt, intitulée *L'Internationale sanglante des industries de l'armement*. Le 26^e congrès de la paix, tenu à Varsovie en 1928, a souhaité voir ce livre traduit en toutes les langues et répandu dans tous les pays... Sachez que, par suite de combinaisons mercantiles, les combattants de la dernière guerre furent souvent massacrés par des canons fournis par les fabriques de leurs propres pays.

Il n'y a pas une vérité pour la théorie et une autre pour la pratique, a dit Platon, et pourtant la plupart de ceux qui ont été si internationalistes dans leurs actions étaient étroitement nationalistes dans leurs théories. Et tous ces gros industriels... étaient souvent de violents xénophobes et de fanatiques patriotes. Ainsi, l'effroyable sacrifice consenti servit surtout les grands rapaces de l'industrie, et voilà les dieux puissants auxquels a été offerte cette immense hécatombe : 12 millions de morts, 16 millions de blessés... Il faut gagner à notre cause les églises, les universités, les syndicats, la presse, le cinéma, les femmes, qui peuvent mettre leur influence religieuse et éducative au service de la paix. La presse porte une grande responsabilité ; quel est le pourcentage d'hommes capables d'avoir une autre opinion que celle du journal quotidien ? Le cinéma, plus persuasif, plus universel que la presse, peut servir magnifiquement la cause de la paix.

Quant aux femmes, la plupart ne réclament leurs droits politiques que pour marquer leur volonté de paix... Je sens en moi, ce soir, l'âme collective de ces 12 millions de morts qui dorment, là-bas, pêle-mêle, sur l'ancien front de l'Europe endeuillée. Je voudrais leur demander pardon, au nom de toutes les femmes, de n'avoir pas su empêcher le massacre, mais je voudrais pouvoir leur promettre, aujourd'hui, au nom de toutes les femmes, que la sanglante aventure ne se reproduira plus. On prépare, à Genève, une conférence sur le désarmement. M. Henderson, ancien ministre de l'extérieur, en Angleterre, nous avertit que nous n'avons plus que quelques mois pour rendre l'opinion favorable à cette « opportunité » qui, si elle n'est pas saisie, ne se représentera plus. Mettons donc au service de la paix une foi robuste, une foi que rien ne lasse, une foi d'apôtre, et en donnant au monde un peu plus de raison, un peu plus de respect de la justice et de la vérité, les progrès techniques ne se retourneront plus contre l'humanité et toute acquisition de la science ne menacera plus de faillite la civilisation tout entière. Nous pourrions contempler les grands oiseaux blancs qui passent sur nos

têtes sans leur prêter un caractère agressif et meurtrier...

Sachons tirer du passé les leçons pour l'avenir et ne pensons pas que l'organisation actuelle des patries restera toujours ce qu'elle est aujourd'hui. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie sont formées de provinces ou de royaumes qui se sont battus entre eux ! Est-ce qu'un Bourguignon du XV^e siècle était un bon Français ? Est-ce qu'un Ecossais du XVI^e siècle était un bon Anglais ? Persuadons-nous que, même justes et nobles, les institutions ne sont pas immuables et sont à l'état de perpétuel devenir.

C'est la gloire de la France de 1791 d'avoir rêvé une Fédération des peuples, ce sera la gloire du monde de la réaliser. C'est un acte de foi, d'espérance et d'amour que j'adresse à l'humanité.

Rio-de-Janeiro, 19 juin 1931.

Madeleine Manuel.

Diverses opinions sur la question du désarmement

Deux conférences ont été données en octobre à la Maison internationale sur la question du désarmement. L'une, organisée par le Groupe genevois, était faite par M. Colt de Wolff, l'autre, organisée par le Groupe italien, par M. Zanetti.

Pour M. de Wolff, le désarmement n'est pas « l'élimination complète de toutes les forces armées du monde. Le minimum qu'on peut attendre est une limitation des armements existant aujourd'hui. Le maximum, un certain degré de réduction. Rome ne fut pas bâtie en un jour. Le désarmement total ne peut être obtenu par une seule conférence ».

C'est là un point de vue différent du nôtre, car nous voulons qu'on reconnaisse le principe du désarmement total et universel et nous lutterons pour que triomphe dans le plus bref délai possible ce principe.

M. Zanetti, dans une deuxième conférence, parla surtout, en un exposé vivant et plein de faits, des ennemis du désarmement. M. Zanetti est un Européen convaincu. Il pense qu'il faut d'abord faire l'Europe.

Mais il sait que parmi les ennemis de la paix et du désarmement, il y a les dictatures militaires et il parle de ces dictatures en Italie et en Yougoslavie. S'appuyant sur des faits, il montre la force de l'éducation militaire en régime fasciste.

M. Zanetti a confiance en la Société des Nations et en la Conférence du désarmement et il espère beaucoup l'unité européenne.

Message de

Romain Rolland

pour être lu au meeting pour le Désarmement, organisé à Genève le 30 octobre 1931, par la

Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté

J'adresse mon salut fraternel et mes félicitations à tous ceux et à toutes celles qui, réunis ici ce soir, ont pris à cœur la tâche difficile, souvent ingrate, de réveiller l'opinion publique, trop habituée dans les démocraties à se décharger des responsabilités et des soucis publics sur ses gouvernements et à attendre d'eux, à l'heure actuelle, le Désarmement et la Paix internationale. Les gouvernements doivent sans cesse être tenus en main par ceux qui les ont nommés. Et si les gouvernants sont loyaux, leur intérêt même est de s'appuyer sur une opinion forte et éclairée; elle seule leur donne le point d'appui et l'énergie nécessaires pour lutter contre les blocs énormes d'égoïsmes coalisés par les puissances nouvelles de l'Argent, qui constituent aujourd'hui, comme l'a nommée un des plus courageux pacifistes allemands, « *L'Internationale sanglante des armements* ».

Il nous faut donc sans relâche remuer l'opinion des peuples engourdis, leur dénoncer les menées secrètes, la conspiration permanente contre le désarmement, qui, de plus en plus, réussit à introduire ses complices aux sièges les plus élevés des gouvernements. Si l'ancien cri : « *Caveant consules!* » ne suffit plus, si les consuls trahissent ou sont devenus impuissants à veiller, que le peuple veille lui-même : « *Caveant populi!* »

* *

Ce n'est pas tout. Nous parlons beaucoup de désarmement, et nous avons réussi à en faire pénétrer l'écho au fond des masses. Mais que ce ne soit pas seulement un écho, un bruit de mots ! Il ne suffit pas de répéter : « *Paix! Paix!* ». On dirait des troupeaux qui bêlent. Leurs bêlements n'attendrissent pas le boucher... La paix n'est pas un thème à variations vocales. Elle doit être *réalisée*. Et pour être réalisée, il faut qu'elle soit *réalisable*.

Une paix basée sur le *statu quo* politique, économique et social de l'Europe et du monde présents est une cruelle illusion et un non-sens. L'état de choses instauré par les traités de victoire en 1919, et aggravé, depuis, par les aberrations des politiciens, est un état de violence et d'injustice permanent, qui ne peut matériellement se prolonger sans catastrophe : car, pour les deux tiers de l'Europe, il est une cause permanente de souffrances, une plaie béante qui s'envenime; et l'infection gagnera nécessairement tout le reste du corps, toute l'Europe, le monde entier.

Je souscris aux paroles récentes du sénateur américain Borah, président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, recevant au Capitole de Washington les journalistes français et américains qui accompagnaient Pierre Laval :

« *Le désarmement de l'Europe ne sera possible que dans la mesure où le statut territorial sera rendu équitable et conforme aux aspirations des peuples.* »

Il faut reviser les traités. La difficulté et les dangers de la tâche ne doivent pas nous arrêter. Ce qui est nécessaire doit être exécuté, — exécuté sans retard. Le plus grave danger est de remettre au lendemain la tâche dangereuse d'aujourd'hui. Car le danger se capitalise, et il devient vite écrasant. Quand le feu a pris dans la maison, ce n'est pas demain qu'il faut aller chercher les pompes... Au feu ! Et tous, formons la chaîne !

* *

J'aurais bien davantage à dire : car je ne pense pas que l'incendie ne soit allumé que d'un seul côté; et ce n'est pas le seul statut politique de l'Europe qui est à reviser; il faudra bien reviser aussi le statut social. Car c'est l'organisation actuelle de la société qui est génératrice du déséquilibre monstrueux, dont le produit est, sous nos yeux, ces Internationales capitalistes des armements, dont je dénonce — après tant d'autres ! — la griffe enfoncée sur les gouvernements.

Mais à chaque heure suffit sa peine. Pour celle d'aujourd'hui qui nous rassemble, unissons-nous pour imposer aux gouvernements la voix impérieuse des peuples qui leur crient :

« *Nous voulons vivre ! Désarmez ! Les armements, c'est la mort... Désarmez ! La paix civile est à ce prix.* »

Romain Rolland.

Villeneuve, 30 octobre 1931.

Cette action, faite en collaboration avec quelques organisations françaises, n'est que le premier pas d'une action plus large que nous espérons faire internationalement pendant la Conférence de Lord Cecil, les 26 et 27 novembre. A ce moment, nous pourrions réaliser la proposition de Gertrud Baer de former une délégation avec des personnalités de différentes nations et de différentes organisations. Cette délégation irait exprimer au Conseil de la S. D. N. notre désir énergique de voir la guerre cesser en Mandchourie. Ainsi que le disait l'éloquent orateur Marc Sangnier lors d'une grande réunion, le 11 novembre, à la Salle Wagram, organisée par les Combattants de la paix, et à laquelle j'ai pu participer, *il faut exiger de nos gouvernements les mesures nécessaires pour faire cesser la guerre.*

A la veille du meeting de Paris, je reçois de notre Section japonaise la lettre suivante :

« Votre lettre amicale a été communiquée aux membres du Comité de notre Section et nous vous sommes très reconnaissantes pour votre profonde considération à l'heure de la crise présente.

« Les points de vue sur la question des relations entre les deux pays sont différents à l'étranger et ici. Vous pouvez comprendre qu'un spectateur éloigné et un spectateur très proche du siège de l'action voient les choses sous des angles différents. L'action de ce dernier est naturellement plus lente que celle du premier, parce qu'il se trouve en face des complexités et de la confusion qui l'entourent.

« Nous essayons autant que nous le pouvons de faire prévaloir l'esprit de notre Ligue et nous usons de toute notre influence auprès du public pour qu'une solution pacifique soit trouvée. Nous avons fait appel aux ministres des affaires étrangères et de l'éducation. Dans cet appel au ministre de l'éducation, nous lui demandons d'user de son influence auprès des éducateurs et d'empêcher qu'on inculque dans l'esprit des enfants et des étudiants les idées d'animosité envers les voisins.

« Nous avons imprimé des milliers de cartes postales exprimant nos principes et nous les avons distribuées non seulement parmi nos amies, mais encore dans les écoles de jeunes filles du pays. Nous avons aussi essayé d'inviter des étudiants chinois à Tokio pour les assurer de notre amitié.

« Au commencement de l'été, en collaboration avec les associations pacifistes de femmes, nous avons imprimé 150,000 copies d'une pétition pour le désarmement et les avons fait distribuer. A l'heure

actuelle, nous trouvons plus de difficultés à obtenir rapidement des signatures. Il peut y avoir dans les esprits un certain malentendu pour ceux qui mêlent les deux questions des relations sino-japonaises et de la Conférence prochaine du désarmement. Malgré tout, nous distribuons nos pétitions avec une explication spéciale disant pourquoi nous recueillons en ce moment des signatures. Nous ne savons pas au juste combien de noms nous pourrions obtenir, mais nous croyons que même si ce nombre n'est pas aussi grand que nous l'espérons, vous comprendrez que chaque signature a une signification pour la cause.

« Nous regrettons beaucoup d'avoir été si lentes à exprimer notre désir de travailler avec vous et de ne pas être capables de vous donner un nombre de signatures, mais nous ne manquerons pas de le faire aussitôt que nous le pourrons. »

Nouvelles des sections

Tandis qu'en Autriche l'action pour le désarmement s'étend grâce à l'effort de nouvelles sociétés et aux visites personnelles dans les maisons, dans les syndicats, en Belgique on multiplie les conférences et en Bulgarie on fait circuler la pétition dans les écoles supérieures et les universités, avec l'autorisation du Ministère de l'instruction publique. A Cuba, nos amies, malgré les grandes difficultés actuelles, réussissent à gagner pour notre pétition la signature de personnages politiques de premier plan et même du président de la République.

En France, dans toutes les régions, les groupes de province redoublent d'activité. Mme Duchêne et Mme Wanner vont de ville en ville, dans l'Est et dans le Sud, et Camille Drevet dans le Nord. Le froid et la pluie n'arrêtent pas nos amies hollandaises qui, le jour du 11 novembre, ont dressé dans les rues d'Amsterdam de petites tentes sous lesquelles on a signé la pétition. Plus de 20,000 signatures furent recueillies ce jour-là.

La Suisse a 270,000 signatures. La Section avait voté dernièrement une résolution contre la préparation de la protection de la population civile. Le 9 novembre, à Berne, au cours d'une conférence convoquée par le Département militaire fédéral, un petit groupe, parmi lequel se trouvait notre vice-présidente, Mme Ragaz, présenta une contre-résolution demandant au Conseil fédéral de rechercher la sécurité non pas dans les préparatifs illusoire de protection, mais dans une politique énergique de désarmement.

La contre-résolution n'obtint que douze voix et la résolution officielle en eut 164.

Mais, pour la première fois, des organisations pacifistes (Ligue pour la S.D.N. et Ligue des femmes) étaient représentées à une conférence de ce genre.

72,000 signatures en Australie et 13,000 en Nouvelle-Zélande, dont celles de 40 membres du Parlement.

Au Canada, les banques et l'administration des postes s'emploient à la propagande. Résultat : 150,000 signatures.

Et notre Section britannique est arrivée aujourd'hui au chiffre de 1,452,000 signatures.

Au sujet de la caravane de la Section des Etats-Unis et de la manifestation de Washington, un journal insistant sur les efforts de cette section, rappelle l'influence exercée par Miss Jane Addams dans les moments critiques, particulièrement au moment des négociations qui précédèrent le Pacte Briand-Kellogg et conclut que, en dépit des graves événements d'Extrême-Orient, Miss Jane Addams et ses collaborateurs doivent garder confiance.

Congrès de Grenoble

Mme Duchêne et Mme Wanner ont fait déjà plusieurs voyages à Grenoble pour s'assurer des collaborations en vue du Congrès. La Commission du Congrès se réunira à Paris à l'occasion de la Conférence de Lord Cecil. Les décisions de cette Commission seront communiquées aux Sections.

POUR AVOIR DES NOUVELLES

de la Section allemande, lisez DIE FRAU IM STAAT, édité par Lida-Gustava Heymann et Dr Anita Augspurg, Kaulbachstrasse 12, Gartenhaus I, Munich;

de la Section anglaise, lisez le NEWS SHEET, 55 Gower Street, London W.C. 1;

de la Section australienne, lisez PEACEWARDS, 40 Evelina Road, Toorak, S.E. 2;

de la Section danoise, lisez FRED OG FRIHED, Skovvej, Aarhus;

de la Section française, lisez S.O.S., 7, quai de Tilsitt, Lyon;

du travail des femmes en France, lisez LA VOIX DES FEMMES, 10 rue Montmartre, Paris, qui donne à ses lectrices les nouvelles internationales de la Ligue.

Dernières Nouvelles

La proposition de G. Baer a permis à notre Section hongroise de faire une action en collaboration avec six autres organisations, de rédiger en commun une adresse au Conseil de la Société des Nations en faveur d'une intervention efficace pour la paix.

Un télégramme de Chine est arrivé au Secrétariat de l'Union chrétienne des jeunes filles demandant à la Société des Nations de prendre des mesures pour faire respecter la justice et préserver la paix.

La Section suédoise a fait avec les organisations pacifistes une démarche auprès de M. Briand et de l'ambassadeur du Japon.

Notre meeting de Paris qui a eu un très grand succès, sera suivi d'autres meetings analogues sur la question de la Mandchourie. Déjà la Jeune République, la Ligue des Droits de l'Homme, ont annoncé des réunions. Espérons qu'un courant de saine opinion pourra lutter contre l'influence pernicieuse de la « grande presse », grande surtout par ses mensonges, ses calomnies et ses bassesses.

Reçu au Secrétariat

G. Demartial, *Le mythe des guerres de légitime défense* (Marcel Rivière, Paris.)

R. Gérin, *Comment fut provoquée la guerre de 1914* (Marcel Rivière, Paris.)

Edmond Privat, *Le choc des patriotismes*. (Alcan, Paris.)

What would be the character of a new war?
Enquête organisée par l'Union inter-parlementaire, Genève (P.S. King and Son, Ltd, Westminster 1931).

Appel aux Femmes de l'Amérique Latine

Répondant à l'émouvant discours de Mme Madeleine Manuel, j'adresse un pressant appel à nos sœurs de l'Amérique latine.

Travaillez avec nous qui luttons âprement, patiemment, pour la paix ! Apportez-nous votre collaboration, votre appui !

En face de la menace de Mandchourie, nous sentons notre solidarité étroite.

Resserrons nos liens ! Venez avec nous si vous voulez lutter pour le désarmement sur tous les fronts ! Faites signer notre pétition ! Adhérez à notre Ligue ! Formez des groupes nouveaux ! Venez à notre congrès de mai 1932 à Grenoble !

La solidarité étroite des femmes vraiment pacifistes peut et doit assurer la victoire. C. Drevet.

Pas encore deux millions 500,000 signatures à la pétition internationale. Hâtez-vous de recueillir des signatures, de nous les signaler, de réunir les listes que nous devons recevoir avant le 1^{er} janvier.

Madame Andrée JOUVE
13 Square Port-Royal
PARIS XIII^e,

prend en pension quelques étudiantes de tous pays. — Leçons. — Vie de famille. — Tout confort. — Prix modérés.

Parmi les jeunes

Nos amis les objecteurs de conscience

Six jeunes gens ont refusé, en Suisse, le service militaire. Quatre sont condamnés à la prison et deux à la perte temporaire de leurs droits civiques. Un des condamnés est un membre de notre Groupe de jeunes, Raymond Bertholet, qui va, pour la troisième fois, connaître la prison de Saint-Antoine, voisine de notre Maison internationale.

Ses amis ne l'oublieront pas.

La jeunesse devant la crise actuelle

Mercredi 2 décembre, à 20 h. 30, à la Société des amis, 12, rue Guy de la Brosse, à Paris, s'ouvrira un débat sur la crise actuelle. Des jeunes gens de diverses tendances préciseront leur attitude et leurs moyens d'action devant les problèmes urgents de notre temps.

Ces séances sont organisées par le Cercle international de jeunesse de la Société des amis et par notre Section française, sous la direction de Mme Barlow et d'Andrée Jouve.

Un grand meeting à Genève

Grâce à l'activité du Comité d'action genevois et à l'entrain des jeunes, le meeting du 30 octobre fut des plus brillants. Plus de 1000 personnes dans la grande salle de Plainpalais, 464 signatures.

La présidente, Mme Ramondt-Hirschmann, et les orateurs, M. le pasteur Bourquin, M. Pierre Bovet, Mme d'Arcis, Mme Drevet et M. Edmond Privat, furent très chaleureusement applaudis et le message de Romain Rolland, président d'honneur, fut tout particulièrement acclamé.

PAX INTERNATIONAL

JOURNAL MENSUEL DE LA LIGUE INTERNATIONALE DE FEMMES
POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ

Edité par le Secrétariat de la L. I. F. P. L.
12, rue du Vieux-Collège, 12 - Genève

Je soussigné,
désire contracter à partir du
un abonnement d'un an à *Pax International*, et désire recevoir le journal en français, allemand, anglais (biffer ce qui ne convient pas).

Signature :

Adresse (prière d'écrire lisiblement) :

Prix de l'abonnement : 2 fr. 50 suisses par année.

IMPRIMERIES POPULAIRES (COOPÉRATIVE), GENÈVE, 14, RUE DU JURA